



HAL
open science

Pour une théorie de la dynamique du capitalisme

Bernard Gerbier

► **To cite this version:**

Bernard Gerbier. Pour une théorie de la dynamique du capitalisme. Troisièmes Journées d'Etudes du LAME "Les transformations du capitalisme contemporain: faits et théories. Etat des lieux et perspectives", Université de Reims Champagne-Ardenne, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, 31 mars, 1er-2 avril 2004, 2004, pp.20. halshs-00105004

HAL Id: halshs-00105004

<https://shs.hal.science/halshs-00105004>

Submitted on 10 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une théorie de la dynamique du capitalisme

Bernard GERBIER

LEPII-CNRS

Université Pierre Mendès-France de Grenoble

Résumé/Abstract

Paradoxalement, la théorie marxiste s'est peu préoccupée de la dynamique historique du capitalisme, ce qui a eu et a encore des conséquences politiques très importantes. Le papier propose de lire cette dynamique comme le procès de formation-déformation de la structure de l'économie mondiale capitaliste sous la domination de la Puissance Internationalement Dominante (P. I. D.). Il en découle que la "grande" crise qui est une crise de structures est vue comme transition entre deux Ordres Internationaux. C'est le moment de la reconfiguration géostratégique du monde entre impérialismes, pouvant même impliquer substitution de la P.I.D. Ainsi, l'histoire du capitalisme peut être reconstruite comme histoire de ces espaces-temps, sous les propositions suivantes :

- le capitalisme ne se structure pas au niveau national, mais en économies-monde,
- l'économie mondiale capitaliste (E.M.C) est une structure hiérarchisée d'économies-monde faisant l'Ordre International(O.I),
- un l'Ordre International ne peut être durablement stable,
- la succession des O.I obéit à certaines conditions objectives qui font que l'histoire du capitalisme est celle de l'alternance d'O.I. et de crises structurelles comme espaces-temps géostratégiques.

Mots-clé : Dynamique du capitalisme, l'Ordre International, Crise structurelle, crise hégémonique, Puissance Internationalement Dominante, structure de l'économie mondiale

Paradoxically, the marxist theory has not been so much concerned with the capitalism's historical dynamics. This neglect had and still has crucial political consequences. The paper tries to explain that dynamics as the process of the making/distorting of the global capitalist economy's structure through the domination (hegemony) of the Internationally Dominant Power (I. D. P.). In that vision, the « great » crisis which is a crisis of structures is seen as a transition between two International Orders. So to speak, it is the moment of a geostrategical restructuring of the world between imperialisms, with eventually substitution of I. D. P. Thus, the history of capitalism can be reconstructed as the history of those spaces/times, under the following conditions :

- capitalism does not structure itself at the national level, but in world-economies (F. Braudel),
- the global capitalist economy is a hierarchical structure of world-economies building an International Order,
- such International Orders cannot be durably stables,
- the succession of International Orders is submitted to objectives conditions so that the history of capitalism is one of alternation of International Order and structural crises as geostrategical spaces/times.

Key-words : Capitalist dynamics, International Order, structural crisis, crisis of the hegemony, Internationally Dominant Power, global economy's structure.

K. Marx et F. Engels nous ont légué une théorie de l'histoire (passée, donc non déterministe) et une théorie du capitalisme. Pour des raisons évidentes d'absence de recul historique, ils ne nous ont pas légué une théorie de la dynamique du capitalisme, même si le texte fondateur du matérialisme historique peut aujourd'hui être relu d'une manière autre que celle de la succession de modes de production.¹ Sous l'influence de l'évolutionnisme (H. Spencer fut le grand intellectuel de la période), cette question a constitué l'idéologie dominante des années de la première mondialisation. C'était la marque d'une bourgeoisie sûre d'elle-même et dominatrice. La première Guerre Mondiale allait pulvériser cet optimisme et faire naître les premières interrogations marxistes sur la question. On connaît l'essai de W. Lenine sur « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »² qui introduit l'idée de changements structurels qui font que « le capitalisme s'est transformé en impérialisme »³. Il propose ainsi pour la première fois la lecture d'une histoire discontinue du capitalisme avec la notion de « stade » mais ne cherche cependant pas à bâtir une théorie de la dynamique du capitalisme. Il reviendra à N. Kondratieff d'en proposer la première formulation avec sa théorie des ondes longues. Sans entrer dans les nombreuses discussions qui ont périodiquement agité nos disciplines sur le mécanisme, le déterminisme ou simplement les constituants de sa théorie, nous nous en tiendrons ici à dire, d'une part, que sa lecture est bien plus riche que la vulgate à laquelle elle a été longtemps réduite⁴ et, d'autre part, que sa vision d'une histoire discontinue constitue incontestablement une performance épistémologique.⁵

La crise contemporaine a fait retrouver ces interrogations et cette théorisation. Nous avons assisté à une floraison de travaux avec de nombreuses variations sur le thème. Rythmes longs, ondes longues, cycles longs, fluctuations longues, stades, périodes et autres catégorisations ont été proposés. Mais il semble qu'avec la disparition du monde soviétique, la réflexion se soit tarie laissant place à la seule représentation du capitalisme comme « fin de l'histoire » (F. Fukuyama). Pourtant, les penseurs dominants (Z. Brzezinski, S. Huntington, H. Kissinger, etc.) n'ont pas mis fin à leurs interrogations sur les conditions et modalités de l'hégémonie américaine dans le monde nouveau qui s'est ouvert. C'est pourquoi il paraît plus important que jamais de réfléchir à la dynamique du capitalisme. Ce papier s'y efforce en proposant un essai de théorisation qui se situe dans le cadre de la théorie développée par le Groupe de Recherche sur la Régulation du Capitalisme (GRREC)⁶. Ma contribution personnelle systématise sa vision d'une évolution du capitalisme au travers de la succession de périodes de stabilité et d'instabilité *structurelles* en liant celles-ci à l'existence ou pas d'un Ordre International. Ordres et Désordres Internationaux constituent les concepts de la formation-déformation de la structuration du capitalisme à l'échelle mondiale. Ainsi, l'histoire du capitalisme peut être reconstruite comme histoire de ces espaces-temps, *les crises structurelles constituant des moments de tectonique des économies-monde*. Ce papier passera par les propositions suivantes :

- le capitalisme ne se structure pas au niveau national, mais en économies-monde,
- l'économie mondiale capitaliste (E.M.C) est une structure hiérarchisée d'économies-monde faisant Ordre International (O.I),
- un Ordre International ne peut être durablement stable,

- la succession des O.I obéit à certaines conditions objectives,
- l'histoire du capitalisme est celle de l'alternance d'O.I. et de crises comme espaces-temps géostratégiques.

Ce sont ces points que nous allons successivement présenter.

I - Le capitalisme ne se structure pas au niveau national, mais à celui d'économies-monde

Sans doute, parce que K. Marx et F. Engels ont écrit dans le Manifeste que le prolétariat « *doit devenir lui-même la nation* », « *quoique nullement au sens bourgeois du mot* »⁷, et bien qu'ils aient débuté le passage par la sentence bien connue selon laquelle « *l'ouvrier n'a pas de patrie* », les marxistes ont privilégié cette notion dans leurs lectures du capitalisme. Il est pourtant patent que du point de vue des forces productives, de la structure économique, le capitalisme n'a jamais fonctionné sur une base nationale, ayant toujours dû faire appel à un extérieur (colonisé ou pas) pour ses débouchés ou ses approvisionnements. C'est qu'en effet il était sans doute matériellement impossible ou alors à des conditions politiques et historiques très particulières de parvenir sur un territoire national à boucler la cohérence de ses forces productives, c'est-à-dire à construire un « système productif ».⁸

A - Le capitalisme ne fonctionne pas sur une base nationale

La tradition économiste est de raisonner en termes de nation au mépris de l'existence constante à travers l'histoire de relations commerciales et financières extérieures. Elle le fait à tort, victime consentante d'une importation de concept, car *le concept de nation n'est pas un concept économique mais politique*. Il ne permet pas de comprendre le fonctionnement de l'économie car *il présuppose à tort l'indépendance nationale de l'économie ou, mieux, l'indépendance économique du fonctionnement national*. D'ailleurs, en contradiction complète avec cette vision, les théories économiques hétérodoxes ont précisément en commun de fonder leur problématique du développement capitaliste sur *l'unité* des processus de développement et de sous-développement: le développement des centres capitalistes s'est fait en utilisant un extérieur. Bloqué, dégradé, sous-développé ou mal-développé, peu importe ici les termes utilisés pour qualifier le devenir de cet extérieur ou les théories, la vision est bien celle d'un centre s'ajustant une périphérie.

Dans les faits, les nations capitalistes dominantes ont toujours débordé sur un extérieur, débordement qui a énormément alimenté la discussion chez les marxistes (mais pas seulement eux, rappelons nous J. A. Hobson) sur le rôle des débouchés préalables (R. Luxemburg), du militarisme et/ou de l'impérialisme (R. Luxemburg ; W. Lénine ; R. Hilferding ; K. Kautsky ; etc.) et le fonctionnement de l'économie mondiale comme développement inégal (N. Boukharine ; W. Lénine).

La discussion fut renouvelée après 1945 par H. B. Wooley qui montra le fractionnement de l'économie mondiale en ensembles spatiaux polarisés unissant des pays satellites à des pays-foyers. Poursuivant ces travaux, F. Perroux expliqua cette polarisation par des phénomènes de domination capables « *d'imposition de structures* » bloquant le développement. Il en résulta la théorie du sous-développement comme produit du développement et la conceptualisation du monde comme division en centre et périphérie. Ces développements posaient la question théorique de la dimension spatiale du développement du capitalisme mais, faute

d'en avoir le concept, ils s'épuisèrent dans des discussions sans fin et de moins en moins fécondes. La question est en effet la suivante : sur quel espace *géopolitique*, les centres capitalistes construisent-ils leur cohérence ? La réponse à cette question existait pourtant mais dans un autre champ disciplinaire, celui de l'histoire. C'est ainsi qu'à la suite de F. Perroux, F. Braudel a proposé la notion d'économie-monde pour rendre compte de cet ensemble particulier dépassant les nations et les peuples pour leur donner un destin commun, même s'il est différent et contradictoire.

B - Le capitalisme fonctionne en économies-monde

Une économie-monde n'est pas l'économie mondiale comme trop d'auteurs pressés l'écrivent souvent, mais « *un fragment de l'univers, un morceau de la planète économiquement autonome* », dirigé par « *une ville capitaliste* » dominante et organisée sur trois zones articulées : un centre, une semi-périphérie et une périphérie.

F. Perroux⁹ a théorisé le rôle de la ville capitaliste dominante. Elle est le lieu du pouvoir politique, culturel et militaire qui maîtrise et subordonne son économie-monde en complément du pouvoir financier qui structure cette dernière en fonction des besoins du centre :

- elle impose sa monnaie, directement ou par une indexation stricte, unifiant ainsi le système de prix de son économie-monde et, par là unifiant la force de travail et le système technique en les structurant ;
- en imposant sa monnaie, elle offre un avantage concurrentiel à ses capitaux bancaires qui, en retour, grâce à leur collecte d'informations, vont lui permettre de devenir un centre financier ;
- par ses flux de capitaux (placements et investissements), la ville centre structure économiquement son économie-monde. Ces flux ont pour objectif essentiel l'exploitation des richesses naturelles (matières premières et produits agricoles) et humaines (migrations). Ils vont en retour donner naissance à des exportations de biens de consommation (surtout) et d'équipements (peu et sous contrôle) et à des flux migratoires.

Ainsi, une polarisation des flux de capitaux, de marchandises, de services et d'hommes entre le centre et sa périphérie associée se construit-elle et se développe t-elle, exprimant la soumission économique de la périphérie aux besoins du centre et de la ville-centre, lieu de concentration de la classe dominante. *La Division Internationale du Travail qui en résulte n'est donc pas mondiale* (tout comme il n'y a pas UN centre structurant UNE périphérie). *L'économie mondiale n'est pas constituée d'une seule économie dominante ou d'une fusion d'économies dominantes* (l'ultra-impérialisme de K. Kautsky). Jusqu'à aujourd'hui coexiste une pluralité d'économies dominantes en lutte-concours. Chacune de ces économies dominantes structure un espace de domination, s'efforce de l'agrandir ou de le maintenir pendant que d'autres économies s'efforcent de leur échapper et/ou de parvenir à structurer leur propre économie-monde. *Ainsi, une économie-monde est la concrétisation géopolitique et géostratégique historiquement datée du système productif d'une économie dominante ou impérialiste* (les deux termes sont pour moi synonymes).

L'économie du monde capitaliste n'est donc pas, quant à son essence, une structure de nations (égales et souveraines, ce qui est la vision pure débouchant sur la théorie d'un optimum international) *mais une structure hiérarchisée d'économies-monde inégales.*

II - L'économie mondiale capitaliste est une structure hiérarchisée d'économies-monde inégales.

L'économie mondiale capitaliste est une structure hiérarchisée d'économies-monde inégales. Ces économies-monde sont en lutte par leurs centres ou économies dominantes et aussi par leurs rapports centre-périphérie pour leur positionnement dans la hiérarchie du monde et pour sa domination. En effet, dans leur lutte pour ce positionnement, les nations dominantes mobilisent *l'ensemble* des ressources et potentialités de leur économie-monde, ce qui devient patent lorsque la lutte (économique et) politique se poursuit par les moyens militaires (comme l'a écrit Von Clausewitz)¹⁰. Le centre capitaliste n'existe donc qu'en tant que *puissance*, ce que montrent les théories géopolitiques.

A - Le monde capitaliste est un monde de puissances

Le monde capitaliste est fait de luttes-concours de Puissances. La puissance n'est pas le produit d'un facteur unique, par exemple la capacité de production, qui la rendrait aisément et clairement identifiable, classable, voire mesurable. Elle est le résultat de nombreux facteurs qui sont toujours une combinaison de facteurs naturels, économiques et sociaux. Ces facteurs ont toujours plusieurs dimensions, économique, politique, militaire et culturelle. Ces dimensions interagissent et, selon J. Nye avançant la notion de « transférabilité » (capacité de transfert), *c'est précisément la marque de la puissance que de pouvoir mobiliser sur un terrain la puissance disponible dans les autres.*¹¹ Il est inutile de s'appesantir longuement sur ce point pour l'illustrer : il suffit de rappeler combien les terrains économique et militaire sont des objets privilégiés de transfert réciproque. Par exemple, la puissance économique via le domaine scientifique et technique nourrit la puissance militaire (montant des dépenses militaires, niveau technologique,...). En retour, celle-ci, en renforçant les capacités de gendarmerie mondiale, conforte la capacité de contrôle des ressources (naturelles, humaines, etc....) du monde et la puissance des industries militaires par les exportations d'armes. De même, ces exportations servent à la formation de l'économie-monde, le pouvoir dans les espaces dominés reposant soit sur la capacité à assurer la « sécurité » du peuple et du territoire (avec parfois d'ailleurs une « légitimité » diffuse de l'impérialisme), soit purement et simplement sur la contrainte militaire.

Cette capacité de transfert n'est pas réservée à une seule puissance, mais toutes n'ont pas une égale capacité de transfert. *La puissance internationalement dominante (P.I.D) est celle qui dispose de la gamme la plus large des facteurs de puissance et la capacité la meilleure de transfert.* Sans s'y résumer, ces éléments prennent sans doute prioritairement leur source dans l'économie. La théorie économique, à commencer par la théorie marxiste mais on peut aussi de ce point de vue invoquer la théorie de la croissance endogène, nous indique qu'il faut les rechercher dans la nature de l'économie (par exemple, sa capacité à générer, diffuser et mobiliser l'information) ce qui renvoie inmanquablement à sa force de travail et à ses structures sociales et politiques. C'est bien pourquoi l'on évoque autant aujourd'hui les « ressources » humaines (thème également développé par F. Perroux). Les rapports de puissance naissent donc de l'économie.

B - La structuration du monde est le produit de la structuration économique

L'analyse de la structure de l'économie mondiale capitaliste doit beaucoup à F. Perroux et à sa notion d'Economie Internationalement Dominante. D'autres travaux l'ont aussi enrichie. On peut essayer d'en faire la synthèse (très insuffisante) suivante :

- la puissance industrielle de la P.I.D est le centre mondial moteur de l'innovation technique et organisationnelle à travers les secteurs moteurs et les industries motrices du changement technique ;
- cette puissance industrielle nourrit la prédominance de la P.I.D dans les échanges industriels et favorise l'érection de sa monnaie en moyen de paiement international, conférant un avantage concurrentiel à son système bancaire et financier ;
- la puissance financière qui en découle en fait le centre financier mondial érigeant sa monnaie en devise-clé du système monétaire international, lui donnant le contrôle de l'accumulation des autres économies-monde et lui assurant des rentes sur le reste du monde : sa puissance économique fait de ses marchés les marchés dominants donc « directeurs », fournissant à ses activités de services (transport, finance, assurance, information) un avantage concurrentiel qui lui assure une rente (ou un tribut) ;
- cette puissance économique et financière lui permet d'édifier une puissance militaire et diplomatique capable d'assurer la gendarmerie du monde, lui permettant d'imposer sa version de « la paix du monde » et de contrôler les ressources (naturelles, humaines, etc.) stratégiques mondiales et d'accroître encore sa dimension rentière ou tributaire.

Cette puissance large l'autorise à fixer les éléments et « les règles du jeu » (les organisations, le droit des affaires, le droit international, la jurisprudence et l'arbitraire, le pouvoir de négociation, etc.) faisant régime international et gouvernance de l'économie et de la société mondiales. *Cette capacité à définir les institutions et les marchés, c'est à dire le système des droits de propriété tel que l'analyse R. J. Commons, est la marque de l'hégémonie.* Sa « force contractuelle »¹² lui permet de se réserver l'essentiel des « transactions stratégiques »¹³ et donc de préserver son hégémonie ou, du moins, ce qu'elle en conçoit. Mais, l'hégémonie doit être responsable et s'affirmera d'autant mieux qu'elle évitera les condescendances du « *benign neglect* ». En effet, en tant qu'elle est motrice de l'entière économie du monde¹⁴, la P.I.D « *doit participer activement (...) au rééquilibrage des relations internationales et mondiales que sa croissance et sa structure ont profondément modifiées* » (F. Perroux, *ibidem*, p. 128). Elle doit donc réguler la structure de l'économie mondiale ce qui lui confère des responsabilités en échange de ses privilèges. En particulier, c'est à la P.I.D « *d'adopter les réformes de politique économique et même de structures* » (*ibidem*, p. 129) qui rendent la vie possible aux autres. C'est donc la P.I.D qui structure son économie-monde et les autres économies-monde de telle sorte que la structure de l'économie mondiale fasse l'Ordre International et fonctionne en permettant le développement des forces productives à l'échelle du monde.

Nous touchons là un point clé : lorsque, après avoir tenté et épuisé toutes les réformes internes possibles pour ce faire, la P.I.D n'y parvient plus, son hégémonie prend fin puisqu'elle n'est plus synonyme que de privilèges sans contrepartie pour les autres économies dominantes. Or, ce moment est inéluctable en raison même des déformations structurelles liées au développement des forces productives et aux changements des rapports de production qui lui sont associés. La structure de l'économie mondiale capitaliste ne peut être durablement stable.

III - L'Ordre International ne peut être durablement stable.

La structure de l'économie mondiale capitaliste ne peut être durablement stable. Cette impossibilité trouve ses fondements dans l'accumulation elle-même. Ceux-ci sont à la fois internes et internationaux. Ils sont en effet le produit de l'articulation interne/ externe de tout procès d'accumulation.

A - La P.I.D suscite elle-même ses propres concurrents

Internationalement, l'accumulation exige l'exportation de capital et de marchandises que ce soit au sein de sa périphérie ou dans les autres centres à la fois pour des raisons de financement de sa balance et de profit (analyse classique du commerce extérieur comme contre-tendance à la baisse du taux de profit et/ou de l'impérialisme). Mais, dans certaines conditions, lorsqu'elles sont des éléments d'une stratégie efficace mise en œuvre par un Etat développeur (A. Gerschenkron), ces exportations peuvent générer des transferts de technologie : les investissements directs et les importations de biens d'équipement peuvent alors être source de développement ou de rattrapage de compétitivité. *Ce mécanisme est d'autant plus puissant que les exportations se dirigent vers les marchés les plus porteurs qui sont aussi ceux des pays à niveau de développement les plus proches, c'est-à-dire les nations-centres des autres économies-monde.* En effet, les proximités technologique, culturelle, de formation, de niveau de développement sont autant de garanties de rentabilité (facilité de mise en œuvre des investissements, capacité d'absorption, taille des marchés) et de minimisation des risques (risque-pays). Dans le même temps, ces pays reproduisent ce modèle auprès d'autres nations-centres. La structure mondiale évolue donc à la fois par convergence des pays les plus développés et divergence des pays-centres et de leurs zones dominées. Ainsi, l'économie la plus avancée voit-elle nécessairement se réduire son avance par imitation et assimilation de ses techniques et modes d'organisation et ce rattrapage ne peut qu'aviver ses difficultés de puissance dominante.

B - La nation dominante subit les coûts de la puissance

La domination internationale n'est pas sans conséquences, notamment de manière interne. On connaît le débat ardent qui a agité le monde anglo-saxon dans les années 1980-1995 sur « les coûts de la puissance ». Brièvement, on le résumera en trois éléments :

- la puissance militaire a un coût budgétaire qui finit par miner l'économie civile : la part plus élevée des dépenses militaires dans le PNB pour le pays dominant aboutit à une remise en cause de sa capacité compétitive à l'égard des pays-centres les plus dynamiques¹⁵ ;
- la puissance militaire requiert une recherche/développement militaire qui se traduit par une diversion des meilleures ressources humaines de l'économie civile vers l'économie militaire sans que les éventuelles retombées techniques ne parviennent à combler les effets directs de cette diversion¹⁶ ;
- surtout, *la puissance militaire requiert une économie militaire qui, au-delà de divertir ses ressources civiles, les stérilise en les polarisant.* Les besoins de l'économie militaire représentent en effet des débouchés importants qui encouragent les firmes à se spécialiser sur ces marchés à la fois planifiés et plus rentables que ceux de l'économie civile. Ces firmes perdent ainsi peu à peu leur dynamisme organisationnel et technique, leur esprit d'entreprise, se repliant sur leurs marchés captifs abandonnant peu à peu leurs positions internationales face aux firmes

offensives des pays défiants et/ou émergents. Par exemple, R. Vayrynen¹⁷ a remarquablement montré que le déclin du Royaume-Uni s'explique par la recherche de ces positions rentières qui conduit à une structuration sclérosante de l'économie tout entière sous la domination idéologique (et l'hégémonie politique et sociale) des élites militaires.

C - L'économie devient rentière et se sclérose

La recherche de positions rentières, si elle commence dans l'industrie en réponse aux besoins de l'économie militaire, ne s'y confine pas. *Elle affecte l'ensemble de l'économie du centre et conduit rapidement à une déformation sectorielle de l'entière économie-monde par internationalisation des capitaux de la P.I.D. (« la mondialisation »).* En effet, la capacité des branches « militarisées » à dégager des taux de profit élevés et sûrs conduit au déclin des branches qui ne le peuvent pas car les lois du profit (tendances à la maximisation des taux et à l'égalisation moyenne inter-branches) ne disparaissent pas parce que certaines branches sont « abritées » : elles produisent simplement des effets structurels économiques et sociaux nouveaux *sclérosants*.

Concernant les structures productives, le phénomène essentiel est le recul des activités industrielles au profit des activités de service. Certes, ce phénomène apparaît assez général à l'ensemble des économies des centres¹⁸, mais il apparaît bien plus marqué pour les anciennes nations gendarmes du monde (Royaume-Uni, Etats-Unis et France) que pour celles (Allemagne et Japon) qui n'y sont jamais parvenues -malgré leur ambition en la matière. Par exemple, face au rattrapage de compétitivité par d'autres firmes (et pays), les capitaux des impérialismes dominants adoptent deux stratégies (qui sont d'ailleurs conjointes et se renforcent l'une l'autre).¹⁹

D'une part, dans une attitude défensive face à la concurrence des anciens ou nouveaux pays industriels (les premiers moins lestés par les coûts de la puissance, les derniers bénéficiant des avantages concurrentiels d'une économie « flexible » reposant sur une main d'oeuvre jeune et à plus bas salaires), ils délocalisent certaines activités industrielles dans les espaces maîtrisés (minimisation du risque-pays) de leur économie-monde. Il s'agit évidemment des activités à fort contenu de main d'oeuvre pas ou peu qualifiée à la recherche de leur survie sur la base du maintien des anciennes techniques devenues subitement obsolètes au centre. L'économie du centre devient de plus en plus partielle et ne peut trouver sa cohérence qu'en intégrant toujours plus sa périphérie. Contrainte par l'offensive des capitaux défiants, elle n'a pas d'autre possibilité que de transformer sa périphérie en marchés captifs en abandonnant partiellement le libre échange et en construisant des Unions Douanières (régionalisme ouvert ou fermé).

D'autre part, dans une posture offensive face aux mêmes capitaux et pays défiants, ils abandonnent peu à peu certains secteurs pour en investir d'autres où les avantages compétitifs, dûs notamment à l'histoire, demeurent. C'est ainsi que le Royaume-Uni a peu à peu fait des secteurs financier et commercial (banque, assurance, services financiers, transports,...) son domaine privilégié, érigeant les besoins de la City en besoins nationaux au détriment de l'ensemble de son industrie et de son peuple (rôle-clé du taux de change de la Livre dans l'histoire britannique²⁰).

Cette posture rentière a des conséquences sociales déterminantes (voir R. Vayrynen et M. Olson²¹). La hiérarchie sociale se fixe évidemment sur la

hiérarchie économique : les domaines militaro-industriel et financier deviennent prééminents et tout le système de formation s'en trouve polarisé.

D'une part, les « élites » se détournent de l'activité industrielle civile soumise à la concurrence. Les choix publics délaissent le système éducatif et la recherche/développement en sorte que la production d'innovation en est sacrifiée. Au fur et à mesure de la détérioration de la capacité compétitive de l'industrie du pays, ces élites s'arcbutent sur leurs privilèges empêchant les réformes structurelles radicales seules capables de rendre son dynamisme au pays et l'enferment dans la sclérose au point que le processus de sélection des élites tourne à l'immobilité sociale.²²

D'autre part, les rapports de production (appréhendés à travers « les relations professionnelles » pour le cas britannique²³) sont extrêmement peu réformables et ce, au-delà des résistances des travailleurs, en raison même de l'inadaptation du système de formation et de son type de relations au secteur productif. Il en résulte que la capacité de production, de diffusion et de mobilisation de l'innovation s'en trouve irrémédiablement atteinte et, par là, la capacité compétitive. Se met ainsi en place une dynamique du déclin. Cette dynamique est bien évidemment supportable par les capitalistes puisqu'ils ont les moyens de lui échapper par les deux stratégies présentées plus haut. Elle l'est aussi par la classe ouvrière grâce à la redistribution en sa faveur d'une partie du tribut tiré de la domination internationale. Dans son ouvrage sur l'impérialisme, W. Lénine a analysé ce mécanisme en parlant de « *la pourriture* » de la société permise par « *la tonte des coupons* » donnant naissance à « *une aristocratie ouvrière* ».

Mais ce déclin comme l'apparition d'une nouvelle P.I.D sont eux aussi soumis à des conditions objectives.

IV - La succession des O.I obéit à certaines conditions objectives

La réflexion sur la succession des Ordres Internationaux suggère l'existence de conditions objectives à leur succession à travers les conditions du déclin de l'ancienne P.I.D comme de l'émergence de la nouvelle.

A - La perte du statut de P.I.D.

Pour ce qui concerne la perte du statut de P.I.D, l'histoire britannique comme l'exemple américain actuel inclinent à penser que la perte de ce statut tout en étant inéluctable ne se fait pas au hasard ni sur une seule période. Nous pouvons ici retrouver certains enseignements des théories des cycles hégémoniques.

Le déclin de la P.I.D est inéluctable car il est inscrit dans la dynamique même du capitalisme (et pas seulement du capital). *Les éléments mêmes de son hégémonie se transforment historiquement et nécessairement en des éléments de perte de cette hégémonie* : ses structures économiques et sociales se révèlent incapables de suivre l'évolution des paradigmes technologiques qui se succèdent pour nourrir l'accumulation du capital.²⁴ Par le fait même, la P.I.D ne parvient pas non plus à maintenir sa domination sur la périphérie de son économie-monde conduisant à une redistribution globale de l'économie du monde.

Cette redistribution ne se fait pas en une seule période mais, semble t-il, sur deux. Lors de la première crise de structure mondiale, incapable de maintenir sa

compétitivité industrielle face aux capitaux des autres pays, la P.I.D abandonne une part de ses industries et de ses marchés²⁵ se spécialisant sur ses dimensions rentières.²⁶ Mais, à la deuxième crise de structure mondiale qu'elle doit affronter, elle doit alors céder son leadership, incapable de maintenir son dynamisme techno-organisationnel à la hauteur de celui des pays challengers. En effet, son industrie enfermée dans des secteurs dépassés n'est plus assez puissante, cohérente et dynamique pour se renouveler en saisissant l'opportunité des nouvelles technologies pour reconvertir l'ensemble de la société. En outre, cette société sclérosée dans ses structures sociales rentières n'a pas non plus les moyens de cette reconversion qui suppose la capacité d'ordonner toute la société sur une nouvelle articulation de la science à l'industrie. La question de la domination mondiale est alors posée par les classes dominantes des pays challengers et elle se résout à travers une période de guerres hégémoniques.²⁷ Dépouillée de sa périphérie par les autres centres et en particulier la nouvelle P.I.D, elle perd toute cohérence au point que, dans le cas britannique, R. FARNETTI pourra parler du Royaume désuni.²⁸

Mais, si l'on s'explique assez bien les conditions de déclin de l'ancienne P. I. D., il reste à comprendre à quelles conditions doit répondre une économie-centre pour se substituer à celle-ci et devenir la nouvelle P.I.D.

B - les caractéristiques de la nouvelle P.I.D.

Pour se substituer à l'ancienne P.I.D, la nouvelle paraît devoir remplir au moins deux conditions, une condition de taille et une condition de dynamisme techno-organisationnel.

La condition de taille est liée à la nature même de la tâche à accomplir. Dans la mesure où l'ancienne P.I.D devait son statut à sa capacité à polariser la plus grande part du monde et à ordonner l'économie mondiale, il est aisément compréhensible que *la nouvelle doit répondre à une condition de taille afin, d'une part, de dépolariser le reste du monde et, d'autre part, de le repolariser dans une structure entièrement différente.* En effet, cette repolarisation se fait sur deux plans :

- tout d'abord, la nouvelle P.I.D doit être capable de construire l'économie-monde la plus puissante pour être en état de s'imposer aux autres.²⁹ Pour ce, la condition nécessaire est qu'elle représente le plus grand marché afin de rediriger les courants internationaux d'échanges vers elle et de fixer les normes et autres règles du jeu mondial. C'est une des leçons que l'on peut tirer des deux guerres mondiales ;
- ensuite, il lui faut avoir la volonté et « l'intelligence » (au sens étymologique du terme) de la domination mondiale ce qui suppose qu'elle ait une structure de classe orientée à l'extérieur par l'existence d'intérêts économiques suffisamment internationalisés (voir l'analyse « à chaud » du Traité de Versailles ou de la Conférence de Gènes en 1922 par J. M. Keynes ou des suites du Traité de Versailles par P. Kennedy) et aussi un dynamisme techno-organisationnel particulier.

La condition de dynamisme techno-organisationnel est liée à la capacité de la P.I.D de transmettre la croissance et le progrès dans le monde. Tout particulièrement en situation de crise caractérisée par une crise de rentabilité, la nouvelle P.I.D doit être en mesure de proposer aux autres économies-centres une relance de la productivité du travail associée à un nouveau mode de vie. Elle doit donc être en mesure de proposer au reste du monde, d'une part, un nouveau paradigme technologique et, d'autre part, un nouveau paradigme organisationnel embrassant l'ensemble de la vie sociale. C'est pourquoi *sa prééminence ne pourra s'établir que sur la base d'un nouveau projet civilisateur et ce nouveau projet devra apparaître plus « progressiste ».* Le nouveau paradigme productif doit associer

nouveau développement des forces productives et nouveaux rapports de production, plus libérateurs que les anciens. L'état de ses développements scientifique et culturel (les industries culturelles et communicationnelles) est donc essentiel dans la capacité à asseoir sa domination.³⁰

La recomposition du monde se fait donc principalement dans l'affrontement entre P. I. D. déclinante et P. I. D. montante. Cet affrontement met en jeu l'ensemble des structures du monde. En conséquence, il engendre une crise structurelle qui en fait un moment de **tectonique géostratégique** des économies-monde en évolution, à condition de comprendre par là l'histoire de la confrontation des classes dominantes de ces économies-monde pour la direction du monde ("l'hégémonie" ou "le leadership"). La dynamique du capitalisme est donc faite de la succession d'Ordres Internationaux constituant autant d'espaces-temps géostratégiques.

V - L'histoire du capitalisme est celle d'une succession d'Ordres Internationaux et de crises comme espaces-temps géostratégiques

L'histoire du capitalisme est une succession d'Ordres Internationaux, c'est à dire d'espaces-temps caractérisés par une structure de l'économie mondiale associée à une période historique déterminée. Pour s'en tenir au capitalisme constitué (le milieu du XIX^{ème} siècle), nous pouvons distinguer ainsi plusieurs périodes selon l'existence ou pas d'un Ordre International que l'on peut relier aux notions communes de « croissance » et de « crise » :

- les périodes d'Ordre International (caractérisées pour ce qui nous concerne ici par la stabilité des structures internationales *et corollairement internes*) sont des périodes d'accumulation forte parce que s'effectuant au sein de structures, notamment techniques donc sociales, stables (le système technologique de B. Gille ou l'Ordre productif de B. Rosier et P. Dockes ou l'Ordre Technologique de M. Vigezzi³¹) ;
- les périodes de Désordre International sont des périodes de crise marquées par une durable instabilité structurelle nationale et internationale en raison du bouleversement technique et social nécessaire à un retour de la rentabilité des capitaux *productifs* et une profonde incertitude car l'ajustement des structures internes et internationales ne peut se faire en l'absence de référent donné par une P.I.D.

Deux questions principales se posent alors : le critère de datation de ces périodes et l'explication de la durée de celles-ci.

A - Le critère de la datation des périodes

La datation des périodes est un enjeu théorique déterminant. Si l'existence d'ondes longues fait encore problème, on sait que cela est dû à la difficulté de s'accorder sur les dates permettant des tests statistiques. En effet, dans la problématique Kondratieff-Schumpeter des ondes longues, la datation est basée sur ou renvoie à un critère quantitatif qui est celui du niveau ou du rythme de la production ou de l'accumulation. Il en résulte un certain mécanisme, reproche traditionnel, qui permet un certain discrédit de la problématique soit qu'elle ne puisse pas faire place à l'incertitude et expliquer les points de retournement des cycles³² soit qu'il y ait une certaine dépendance entre la construction statistique et la datation retenue. D'après le point de vue développé ici, ce débat n'a d'existence qu'en raison du mauvais positionnement de la problématique. S'agissant d'un problème qualitatif (la nature de la dynamique), il ne peut être résolu que par le recours à une

critériologie qualitative. C'est pourquoi *nous proposons d'établir la datation des périodes sur l'existence ou non d'un système ou d'un régime (selon la terminologie que l'on adopte) monétaire internationale.*

En effet, l'existence d'un O.I signifie l'existence d'une devise-clé du fait de la capacité de la P.I.D à s'imposer et à ordonner le monde. En corollaire, la contestation de sa domination ouvre une période d'incertitude et d'instabilité structurelle interne et internationale qui se manifeste d'abord par les difficultés de cette devise et du régime monétaire international en raison même des difficultés d'équilibre extérieur de la P.I.D sous la montée des concurrences. En même temps, *la nature du régime monétaire adopté nous renseigne sur la nature de la domination de la P.I.D et sur la structure de l'économie mondiale à laquelle elle s'impose, c'est-à-dire sur les mécanismes et la nature de l'ajustement international.* Dès lors, l'histoire monétaire internationale nous permet de constituer une datation assez rigoureuse.

- 1847 marque le début de l'intervention systématique des Banques d'Angleterre et de France dans le régime de l'étalon-or, confinant les mouvements d'or à la marginalité grâce au recours à la manipulation des taux d'intérêt. L'émergence de cette nouvelle procédure de régulation (utilisée pour la première et seule fois auparavant en 1837 par la Banque d'Angleterre) marque d'ailleurs à notre sens l'entrée dans l'ère capitaliste car elle signifie que le mode de production capitaliste s'est imposé, le financement de l'accumulation capitaliste reposant désormais de manière dominante sur la monnaie de crédit.

- 1873 marque la conversion de l'Allemagne (et des Etats-Unis) au monométallisme-or déstabilisant l'ancien régime monétaire. C'est l'Allemagne qui a engagé le processus à la suite de sa victoire sur la France (laquelle, notons le, matérialisait le renversement de la hiérarchie dans l'Europe Continentale et, par contre-coup, annonçait la mort à terme de l'ancien O.I.). *« A la fin de 1871, craignant de voir la France modifier son régime monétaire et déverser tout son argent chez elle, l'Allemagne décide de passer du monométallisme argent au monométallisme or. Concrètement, l'opération de substitution des espèces d'or aux espèces d'argent ne débute qu'en 1873 et elle n'est encore réalisée qu'aux 2/3 dix ans après. Mais pour Cernuschi, cette décision 'anarchique' a déstabilisé tout le système monétaire mondial en provoquant une cascade de changements de régime »* (Gillard, 1991, 55). En effet, à sa suite, avec parfois des retours en arrière et plein d'hésitations comme pour les Etats-Unis, et jusqu'en 1899, l'essentiel des nations souveraines va adopter ce régime. La période est donc pleine de confusion, d'instabilité monétaire et d'incertitude.

- Entre 1893 (l'Autriche-Hongrie) et 1899 (l'Inde et la Russie) en passant par 1897 (la Bulgarie et le Japon), c'est la quasi-totalité du monde qui s'est converti au monométallisme-or en sorte qu'à *« la fin du XIX^{ème} siècle, il ne reste plus que la Chine et quelques pays d'Amérique latine en régime monométallique-argent (sur la base du dollar mexicain en ce dernier cas). »*. (ibidem, 55-56). Du fait de la prédominance du Royaume-Uni dans les affaires internationales, les règlements internationaux se font désormais principalement en Livres, l'or n'ayant plus qu'une fonction de couverture³³. On peut alors dire qu'un nouveau régime monétaire, celui de l'étalon or-Livre Sterling avec cette monnaie comme devise-clé, voit le jour par le ralliement du monde au régime monétaire britannique. Ce ralliement manifeste la reconnaissance de la puissance financière et commerciale internationale du Royaume-Uni et le rétablit dans son statut de P.I.D. Il justifie sa stratégie de spécialisation rentière puisque la City sera plus que jamais le centre financier du monde.

- En 1919, l'arrêt du soutien américain au Royaume-Uni oblige la Banque d'Angleterre à mettre fin à sa parité-or et déchoit la Livre Sterling de son statut. S'ouvre une ère d'instabilité monétaire et géostratégique bien connue qui se conclura avec les Conférences de Bretton Woods et San Francisco.
- En 1944, Bretton Woods établit un système monétaire institutionnalisé qui marque l'entrée dans un monde américanisé et aussi juridicisé avec l'étalon de change or-dollar.
- Entre 1967 et 1971, en raison de l'épuisement des Etats-Unis à remplir leurs responsabilités de P.I.D (guerre du Vietnam et contestations sociale et raciale internes), le système d'étalon de change or-dollar agonise et prend fin avec la décision allemande de laisser flotter le mark.
- En 1991, avec la guerre du Golfe et l'effondrement de l'URSS, la domination américaine tourne à « l'unilatéralisme » et met le dollar et la financiarisation au centre d'un régime monétaire complètement monétisé, l'or étant rendu à son état de matière première.³⁴ C'est le début de l'étalon-dollar (R. Fleming ; G. Vanel³⁵).

Mais parvenir à asseoir la dynamique du capitalisme sur une datation rigoureuse de sa périodisation reposant sur l'existence ou non d'une « institution » ou d'une « convention » (au sens de ces théories) monétaire internationale synthétisant l'état de la structure de l'économie internationale ne nous donne néanmoins aucune information sur la temporalité de cette évolution.

B - La temporalité de la périodisation

La question de la temporalité de la périodisation ne se pose qu'en raison du rythme extrêmement régulier des périodes d'Ordre et de Désordre Internationaux. En effet, cette régularité ne peut manquer d'intriguer au point d'ailleurs qu'elle a appelé ou favorisé les lectures mécanistes des observations de N. Kondratieff. Notre proposition renoue au contraire avec une explication purement marxiste en termes de lutte de classe à partir de la dynamique du taux de profit et de la relation salaire-taux de profit. Elle y ajoute que cette dynamique est déterminée par la production d'une « classe de salariés » en relation avec l'évolution technique.

Le premier temps de notre explication est celui de la dynamique du taux de profit. On sait que les modèles de croissance cambridgiens nous enseignent que cette dynamique détermine directement celle de la croissance en raison de la liaison que ces modèles établissent entre taux de croissance (g) et taux de profit (p), soit $g = kp$ (avec k symbolisant la propension à épargner des capitalistes). Il s'en déduit que la crise survient avec la baisse du taux de profit. Mais notre vision n'en fait pas un phénomène internationalement uniforme, au contraire. Les difficultés de profitabilité affectent *d'abord* la P.I.D en raison de la montée des « coûts de la puissance » liés à la montée des économies concurrentes et/ou émergentes (les « *new comers* » de J. Benstock) et de l'incapacité des structures sociales de la P.I.D à s'y ajuster (les marchés de la P.I.D sont de plus en plus pénétrés par des firmes concurrentes utilisant des techniques semblables mais avec des coûts, notamment salariaux et fiscaux, moindres). *Les difficultés de la P.I.D se marquent tout particulièrement dans la transformation de sa Balance des paiements et les problèmes de son solde.*³⁶ Sa réaction (à la fois défensive et offensive, nous l'avons dit plus haut) est nécessairement déstabilisatrice de l'O.I mourrant : alors que dans les périodes d'O.I, elle impose l'ajustement aux autres lorsqu'elle connaît des problèmes d'accumulation, notamment à travers la gestion des taux de change, la mutation des rapports de force se traduit par un affaiblissement de « sa capacité contractuelle » qui l'oblige à s'ajuster elle-même. Il lui faut retrouver une capacité

compétitive pour ses capitaux afin qu'ils soient capables de se préserver une économie-monde et une indépendance nationale. Cette réaction implique qu'elle engage sa propre révolution économique et sociale en mobilisant les atouts dont elle dispose encore. Il lui faut améliorer sa « spécialisation » internationale en utilisant et ses bases rentières (réseaux et savoir-faire internationaux, positions internationales héritées de son statut de P.I.D, par exemple dans les domaines de la banque, des ressources de base et des services) et ses ressources internes en matière scientifique et technique et humaines. Elle ouvre ainsi une ère de révolution scientifique et technique et de révolution sociale. A une certaine technique correspond certaines qualifications et une structure d'emploi. La recherche d'un nouveau paradigme technologique porte également en elle la recherche d'une nouvelle structure de classe ainsi que d'un nouveau mode de vie. La crise est donc une période d'intenses luttes de classes internes et internationales dont l'enjeu est, à travers des projets civilisateurs concurrents, le rapport salaire-profit (« le partage de la valeur ajoutée »)³⁷. Ce rapport est au coeur de la dynamique dans la tradition classico-marxiste et l'on connaît les discussions sur la théorie de « la baisse tendancielle du taux de profit ». J. Calvet a montré, dans un article hélas passé inaperçu, que la seule construction théorique rigoureuse de cette question était celle de P. Sraffa : le taux de profit baisse parce que le salaire réel augmente. Il en conclut à juste titre que ce résultat a le mérite « *de dégager la dynamique à long terme du capitalisme du fatalisme technologique implicite de la formulation traditionnelle* »³⁸. Cette conclusion ne devrait pas effrayer les marxistes bien au contraire puisqu'elle rend à la lutte de classes son rôle central dans l'explication de cette dynamique. Il reste maintenant à expliquer ce point.

• Faire de la lutte des classes le facteur central de la dynamique du capitalisme peut à un niveau général rencontrer un assentiment assez large. En faire le principe explicatif d'une dynamique de succession régulière de périodes expose immédiatement à la critique de mécanicisme ou d'a-priorisme. Pourtant, K. Marx lui-même a endogénéisé le mouvement démographique en montrant l'existence de lois de population propres à chaque mode de production. Il faut donc relier la dynamique du rapport salaire-profit à la dynamique socio-démographique. Des travaux (peu utilisés) existent sur cette question. R. Easterlin a montré l'existence d'une très forte corrélation entre cycles démographiques et cycles longs de l'accumulation. Développant ces travaux dans la perspective régulationniste, M. Frossard a clairement montré que la périodisation en alternance d'Ordre International et de crise structurelle s'applique également aux régimes démographiques sous les angles des comportements de fécondité (appréhendée par la somme des naissances réduites) ou de descendance finale³⁹. La relation entre régimes économique et démographique doit être recherchée dans l'adaptation de la population à l'état du marché du travail, laquelle passe par les niveaux de l'emploi et du salaire réel. Cette adaptation emporte évidemment des conséquences décalées d'une génération dans le temps, ce qui contribue au caractère mécaniciste et régulier des évolutions économiques. Mais, si cette théorie ne connaît pas de problèmes pour rendre compte de l'existence d'un point haut de retournement de la dynamique d'accumulation, elle est inapte à donner une explication du point bas de retournement de cette même dynamique. Dans ces conditions, il faut sortir de l'explication purement démographique du rythme de l'accumulation et de la dynamique salaire-profit et considérer qu'elle est culturelle. Selon J. Lembcke⁴⁰, la dynamique capitaliste a sa source dans la formation du rapport capital-travail, c'est-à-dire dans la formation-déformation de la structure de classe. Sachant en effet que le rapport salaire-profit est d'autant plus favorable au salariat que les salariés se

ressentent comme tels, s'organisent sur cette base et luttent collectivement pour obtenir une hausse de leur salaire réel, la question de la dynamique du taux de profit devient celle de la formation-déformation d'un salariat agissant comme classe. Celle-ci prend ses racines dans l'état du marché du travail et la capacité d'organisation des salariés qui en découle.

- La période d'accumulation structure le salariat sur la base du paradigme technologique et développe l'emploi. En même temps, la stabilité des structures socio-professionnelles aide à l'organisation du salariat au sein de ses appareils (syndicats). Le renforcement qui en découle permet une hausse du salaire réel qui aboutit à une baisse du taux de profit et à des difficultés d'accumulation.

- Les capitalistes réagissent à ces difficultés en réduisant l'investissement et en accélérant le rythme de l'innovation *labour-saving*. Il faut y ajouter, ce qu'il ne fait pas, qu'ils délocalisent, transférant les postes de travail pas ou peu qualifiés (les ouvriers pour parler vite) vers les pays émergents. La montée du chômage alliée au bouleversement des structures sociales induites par la révolution technologique transforme le salariat au centre et réduit ses capacités de résistance (bouleversement de la culture organisationnelle). Le salaire réel au centre baisse et le taux de profit se redresse en même temps qu'émergent de nouveaux pays et de nouveaux salariats.

L'auteur soutient que chacune de ces phases de formation-déformation dure précisément autour de 25 ans car cette durée est celle d'une génération, c'est à dire du temps nécessaire pour accéder à la vie active et renouveler la conscience des salariés précédents. Cette explication, qu'il développe longuement dans un ouvrage⁴¹, demande évidemment à être discutée. Elle a au moins le mérite de constituer une hypothèse socio-politique assez réaliste permettant une lecture constructiviste de la dynamique capitaliste, donc non susceptible de déterminisme aprioriste, et ...de me permettre de boucler mon essai.

Notes

¹ « A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquelles elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. (...). Jamais une société n'expire avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées ou sont en voie de se créer » (K. MARX, Avant-Propos à la Critique de l'Economie Politique, Oeuvres, Economie, tome 1, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, Editions Gallimard, Paris, 1965, p. 273.). Avec l'expérience historique, on voit que ce passage peut être interprété pour fonder une théorie de la succession de « stades » du capitalisme. En effet, des « ères de révolution sociale » peuvent s'ouvrir sans que la « société n'expire » parce que la tâche proposée se conçoit « dans le sein même de la vieille société » qui peut être encore assez large pour contenir un nouveau développement des forces productives sur la base d'une révolution des rapports sociaux, même si l'essence de ces rapports sociaux ne doit pas changer mais seulement les rapports de propriété qui en sont l'expression.

² W. LENINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales et éditions du progrès, Paris - Moscou, 1971. Rappelons que G. De Bernis a noté une erreur de traduction dans le titre de l'ouvrage emportant des conséquences épistémologiques lourdes : le terme russe traduit en français par « suprême » signifie en fait aussi bien « le plus élevé » (le Soviet Suprême) que « contemporain » comme il en va pour l'anglais « the late » ou le français « le dernier » (le dernier en date ou celui qui clôt la liste).

³ - « le capitalisme s'est transformé en impérialisme » en raison de la transformation des petites unités également soumises à la concurrence de marché (on dirait aujourd'hui « price-takers ») en monopoles ou cartels agissant sur les mécanismes de marché (« price-makers »),
- l'impérialisme transforme le capitalisme en société rentière (« la putréfaction ») grâce aux surprofits tirés de l'exportation du capital. La « tonte des coupons » permet de corrompre une part de la classe ouvrière transformée en « aristocratie ouvrière ».

⁴ N. KONDRATIEFF, *Les grands cycles de la conjoncture* (édition présentée par L. Fontvieille), Economica, Paris, 1992.

⁵ Que ce génie fut incompris fut aussi une tragédie puisque la compréhension de la crise de l'entre-deux-guerres comme une crise entre deux stades du capitalisme en laissant ouverte la question de l'issue à cette crise aurait évité à Staline et à l'ensemble du mouvement ouvrier le simplisme mécaniciste de « la crise finale » chère à E. Varga et les erreurs tragiques de stratégies politiques qui en résultèrent.

⁶ Voir, en particulier, GRREC, *Giscard, le destin de la crise. Essai sur la logique économique d'un septennat*, PUG, Grenoble, 1981 ; *Crise et Régulation, Recueil de textes 1979-1983*, Publication de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, 1983 ; *Crise et Régulation, Recueil de textes 1983-1989*, idem, 1991. Pour cet article, nous utiliserons surtout le premier recueil comportant plusieurs articles (collectifs ou de G. De Bernis) essentiels pour la formation de cet essai.

⁷ K. MARX et F. ENGELS, *Manifeste du Parti Communiste*, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1966, p. 56.

⁸ Pour rendre compte de cette cohérence, le GRREC a proposé le concept de « système productif » le définissant comme « ensemble de procès de travail et de production, capable de se reproduire de manière autonome et élargie ». Cette définition fait référence aux enseignements des modèles de croissance (Marx, Von Neumann, Sraffa, Pasinetti) en matière de conditions de cohérence d'un procès d'accumulation (envisagées dans les modèles sur le plan de la logique pure). Cet ensemble cohérent qui est un ensemble de relations sociales liant des ressources et des emplois (de ressources) est donc un espace social (au sens de F. Perroux). Il n'est pas un espace géographique et n'a donc aucune raison de coïncider avec un espace géopolitique donné. En particulier, il n'a aucune raison d'être a priori national. Cette adéquation (stricte) ne pourrait qu'être accidentelle, puisque la nation est un produit politico-historique alors que le système productif est un produit techno-économique.

⁹ F. PERROUX, « L'effet de domination dans les relations internationales », *Hommes et techniques*, Janvier 1949.

¹⁰ En effet, dans ces moments là, cette dimension devient aveuglante comme l'ont montré les deux guerres mondiales et, par exemple, les divergences politiques en France en 1940 sur la capacité à poursuivre la guerre à partir de la semi-périphérie et de la périphérie de la France métropolitaine. Elle

est visible dans la classification-mère de la puissance en dix facteurs par Morgenthau qui retient notamment, parmi ceux-ci, « la surface du territoire, la nature des frontières, le volume de population, l'existence de matières premières », lesquels renvoient de manière nette à la dimension et aux potentialités de l'économie-monde considérée. Dans cette problématique, la géopolitique se présente de manière simple comme la discipline de réflexion systématique sur la maîtrise des flux nécessaires aux procès de travail et de production, ce qui permet de comprendre pourquoi elle considère comme déterminants la maîtrise des mers et non pas des continents.

¹¹ « Une grande puissance peut alors être définie comme une unité qui a la possibilité de jouer sur plusieurs échiquiers (ou sous-échiquiers) à la fois, donc qui est puissance sur plusieurs échiquiers simultanément. (...) La grande puissance peut ainsi parvenir à valoriser des positions d'un échiquier sur un autre échiquier ». G. Kebabdjian, *L'économie mondiale. Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Editions du Seuil, Paris, 1994, p. 314.

¹² Par « force contractuelle » d'une économie, F. Perroux entend sa capacité à imposer internationalement ses normes et à influencer l'échange et son cadre. Elle provient de la nature de sa production et de la participation de ses produits aux services productifs-clés pour l'accumulation et aux biens et services d'intérêt politique. F. PERROUX, *L'Economie du XX^{ème} Siècle*, P.U.G, Grenoble, 1991 (réédition), p. 96.

¹³ La transaction stratégique est celle qui permet à un agent d'exercer un contrôle sur un facteur stratégique de l'activité, c'est à dire qui est essentiel à cette activité mais dont la disposition est limitée. Ainsi, ce contrôle en confère automatiquement et indirectement d'autres sur des facteurs complémentaires. La transaction stratégique nécessite donc la capacité de contrôler l'environnement géophysique, social et légal. Voir M. Rutherford, « J. R. COMMONS', Institutional Economics », *Journal of Economic Issues*, vol. XVII, n° 3, Sept. 1983 et L. HATER, « J. R. COMMONS'; Conservative or Liberal? », *Western Economic Journal*, n° 1, Spring 1963.

¹⁴ « Une économie (internationalement dominante BG) a des dimensions, un pouvoir de négociation, des activités tels qu'elle exerce sur les autres économies nationales considérées isolément et sur divers ensembles d'économies nationales dans le monde quasi libéral, une influence asymétrique. (...) L'économie dominante est un centre de conjoncture autonome ; il exerce sur l'environnement des effets d'entraînement et des effets de stoppage, au cours d'une durée cyclique, sans parler des transformations de structure dans la longue période qu'il induit sur son environnement ». F. PERROUX, *L'Europe sans rivages* (Nouvelle édition augmentée), PUG-Crédit Lyonnais, Grenoble, 1990, p. 128.

¹⁵ P. KENNEDY. *Naissance et Déclin des grandes puissances* (traduction de l'américain). Payot, Paris, 1988. L. J. DUMAS, notamment dans *The Overburdened Economy*, University of California Press, Berkeley, 1986.

¹⁶ R. W. DE GRASSE Jr., *Military Expansion, Economic Decline: The Impact of Military Spending on U.S. Economic Performance*, Armonk. New York. M. E. SHARPE Inc., 1983.

¹⁷ R. VAYRYNEN, *Military Industrialization and Economic Development. Theory and Historical Case Studies*. UNIDIR, Genève, 1992.

¹⁸ Avant de conclure trop rapidement et légèrement sur cette tendance (inéductibilité du recul de l'industrie et apparition des sociétés post-industrielles et « post-modernes »), il reste à prendre en compte l'impact du transfert (délocalisations et implantations originelles) centres-périphéries de ces activités.

¹⁹ Je m'appuie ici largement sur les conclusions de mon analyse de l'évolution du Royaume-Uni. B. GERBIER, « Le Thatcherisme, vers une économie mondiale anglo-américaine ? » dans « La crise économique contemporaine », *Economies et Sociétés. Cahiers de l'ISMEA*, Série HS, n° 25, 1983, 32 p. ; « Le Royaume-Uni et la crise », *Recherches Internationales*, n° 7, 1^{er} trimestre 1983, p. 3-25 ; « Thatcher, irlandiser le Royaume-Uni », *Recherches Internationales*, n° 8, 2^{ème} trimestre 1983, p. 3-39.

²⁰ On peut d'ailleurs noter que cet arbitrage sur la parité monétaire ne prend ce caractère structurel dramatique que pour la P.I.D en raison du rôle de devise-clé que joue sa monnaie.

²¹ R. VAYRYNEN, op. cit. ; M. OLSON, *Grandeur et décadence des nations. Croissance économique, stagflation et rigidités sociales*, Bonnel, Paris, 1983.

²² Voir par exemple, pour la France, l'analyse de M. CROZIER, *La Crise de l'intelligence, essai sur l'impuissance des élites à se réformer*, [entretien] avec Bruno Tilliette, InterEditions, Paris, 1995. Ceci est encore plus vrai dans le cas britannique qui confine à la caricature.

²³ F. EYRAUD, *Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*, La Découverte, Collection Repères, Paris, 1985.

²⁴ Ce thème a fait l'objet de nombreux écrits plus ou moins connus, particulièrement dans les années 1980 sur la question du déclin ou non des Etats-Unis. On se contentera de rappeler, dans des registres très différents, P. KENNEDY, M. OLSON, R. VAYRYNEN ou J. B. DUROSELLE.

²⁵ On connaît la célèbre formule d'E. Hobsbawm selon laquelle à la conférence de Berlin (1884-5), « le Royaume Uni échange un empire informel sur la majeure partie du monde contre un empire formel sur les deux-tiers du monde »

²⁶ J. A. FRIEDEN (1988) « Capital Politics: Creditors and the International Political Economy », *Journal of Public Policy*, Volume 8, July-December, p. 265-285.

²⁷ Voir tous les travaux sur cycles et guerres hégémoniques et, notamment, mon essai de synthèse dans ces mêmes actes « Dynamique du capitalisme et guerres ».

²⁸ R. FARNETTI, *Le Royaume désuni. L'économie britannique et les multinationales*, Syros, collection Alternatives économiques, Paris, 1995.

²⁹ « Entre l'économie qui, dans l'intervalle des deux guerres, se sent et se veut dominante, et celle qui, après une expérience séculaire, ne peut se déshabituer de l'être, la lutte s'engage pour la maîtrise des transports mondiaux, pour la conquête des marchés, pour le contrôle des matières premières. Le maniement des devises dominantes, dollar et livre, est une arme puissante dans ce conflit ! (...). La lutte des deux grandes puissances sur les marchés nationaux et sur les marchés tiers se déploie comme une stratégie où les anticipations et les décisions des Gouvernements ont autant de poids que l'efficacité des entreprises, les goûts des consommateurs et les rapports des prix et des coûts relatifs (...). Dans ce match sans arbitre, les Etats-Unis marquent des points : en Amérique du Sud, dans les Dominions ; en Extrême-Orient ». F. PERROUX, « Les économies européennes entre les deux guerres mondiales », *L'Europe sans rivages* (Nouvelle édition augmentée), op. cit., p. 71-72.

³⁰ Si l'on admet ces hypothèses, on voit que l'Allemagne et son économie-monde, si elle avait la force d'empêcher le maintien de l'ancien O.I. (voir l'analyse de P. Kennedy sur l'état réel de l'Europe en 1918), n'avait de toute manière pas la taille suffisante pour repolariser le monde contre les économies-monde alliées. Par contre, les Etats-Unis qui représentaient à eux seuls environ la moitié de la production industrielle mondiale en 1945 avait cette taille à laquelle il faut ajouter la nature fascinante de celle-ci (la Jeep, le chewing gum, les bas nylons) mise en scène par Hollywood.

³¹ Sur les liens entre technologie et périodes de stabilité et d'instabilité structurelles, voir M. VIGEZZI, « Ordres et désordres technologiques : les apports d'une théorie de la régulation », dans GRREC, *Crise et Régulation*, op. cit., 1991.

³² G. DE BERNIS, « L'incertitude est-elle compatible avec le cycle long ? », *Economies et Sociétés*, Série F 33, 1993, n°7-8.

³³ A. Marshall parlera de l'or comme « relique barbare », ce qui marquera son jeune étudiant, J. M. Keynes.

³⁴ Avec la disparition de procédures de régulation entre économies-monde basées sur des moyens matériels (la marchandise-monnaie) et les croyances barbares qui leur sont indissociables pour fonctionner, l'économie internationale abandonne le troc et le fétichisme. Elle s'en trouve confrontée à la nécessité d'inventer des procédures sociales de régulation pleinement « humaines », c'est-à-dire reposant sur une administration juridicisée qui tourne définitivement la page d'une vision naturaliste des sociétés humaines. C'est sans doute la véritable tâche à laquelle doit faire face le système des Organisations Internationales et à laquelle fait référence la littérature lorsqu'elle appelle à une réforme du système impliquant une redéfinition de ses composants, de leurs fonctions et de leurs moyens.

³⁵ G. VANEL, *Economie Politique de l'étalon-dollar. Les Etats-Unis et le régime financier international*, Thèse à soutenir en Novembre 2005, Université P. Mendès-France de Grenoble.

³⁶ Sur la théorie du cycle de balance de paiements, voir B. LASSUDRIE-DUCHENE, N. FABRY et K. DO HOON, [1990], « Investissements internationaux et cycles longs des balances des paiements », dans M. HUMBERT (dir.), [1990], *Investissement international et dynamique de l'économie mondiale*, Economica, Paris.

³⁷ Ce qui permet de réinterpréter les tentatives d'explication de la guerre dans la théorie des ondes longues. Voir par exemple C. SCHMIDT, « Cycles longs en économie et cycles de guerre », *Les cahiers de l'A.C.G.P.E.*, Les mouvements longs dans l'histoire de la pensée économique, Volume 5, 1993 ; V. J. TARASCIO, « Economic and war cycles », *History of Political Economy*, Vol. 21, n° 1. Ne pouvant développer ici, je me contente de dire que les crises sont marquées par des guerres entre économies dominantes alors que les périodes d'O.I. le sont par des guerres au sein des économies-monde entre les économies-centres et leurs zones affiliées. Voir mon article « Dynamique du capitalisme et guerres » dans ce même ouvrage.

³⁸ J. CALVET, « La baisse tendancielle du taux de profit ? », communication au *Colloque international sur la théorie de la régulation*, Barcelone, juin 1988.

³⁹ M. FROSSARD, « Régulation économique et régime démographique dans les pays occidentaux : un essai de synthèse » dans GRREC, *Crise et Régulation, Recueil de textes 1979-1983*, Publication de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, 1983.

⁴⁰ J. LEMBCKE, « Why 50 years? Working-Class Formation and Long Economic Cycles », *Science and Society*, Vol.55, n°4, Winter 1991-1992, p. 417-445. L'auteur emploie le concept de classe

ouvrière que nous traduirons par salariat afin d'éviter les discussions sans fin sur la complexification du salariat, particulièrement dans les pays dominants. On admettra que ce concept synthétise l'ensemble des salariés, sachant que la question posée est précisément celle du passage de « la classe en soi à la classe pour soi ».

⁴¹ J. LEMBCKE, *Capitalist development and class capacities: marxist theory and union organization*, Greenwood Press, New York, 1988

Bibliographie

- CALVET J., [1988], « La baisse tendancielle du taux de profit ? », communication au *Colloque international sur la théorie de la régulation*, Barcelone, juin.
- CROZIER M., [1995], *La Crise de l'intelligence, essai sur l'impuissance des élites à se réformer*, [entretien] avec Bruno Tilliette, InterEditions, Paris.
- DE BERNIS G., [1993], « L'incertitude est-elle compatible avec le cycle long ? », *Economies et Sociétés*, Série F 33, n° 7-8.
- DE GRASSE R.W. Jr., [1983], *Military Expansion, Economic Decline: The Impact of Military Spending on U.S. Economic Performance*, M. E. SHARPE Inc., Armonk. New York.
- DUMAS L. J., [1986], *The Overburdened Economy*, University of California Press, Berkeley.
- EYRAUD F., [1985], *Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*, La Découverte, Collection Repères, Paris.
- FARNETTI R., [1995], *Le Royaume désuni. L'économie britannique et les multinationales*, Syros, collection Alternatives économiques, Paris.
- FRIEDEN J. A., [1988] « Capital Politics: Creditors and the International Political Economy », *Journal of Public Policy*, Volume 8, July-December, p. 265-285.
- GERBIER B., [1983], « Le Royaume-Uni et la crise », *Recherches Internationales*, n° 7, 1er trimestre, p. 3-25.
- GERBIER B., [1983], « Le Thatcherisme, vers une économie mondiale anglo-américaine ? » dans « La crise économique contemporaine », *Economies et Sociétés. Cahiers de l'ISMEA*, Série HS, n° 25.
- GERBIER B., [1983], « Thatcher, irlandiser le Royaume-Uni », *Recherches Internationales*, n° 8, 2^{ème} trimestre.
- GILLARD L., [1991], « La bataille des régimes monétaires à la fin du XIX^{ème} siècle », *Economies et Sociétés*, Série AF n° 16, février.
- GILLES P., [1996], *Crises et cycles économiques*, Armand Colin/Masson, Paris.
- GRREC, [1981], *Giscard, le destin de la crise. Essai sur la logique économique d'un septennat*, PUG, Grenoble.
- GRREC, [1983], *Crise et Régulation, Recueil de textes 1979-1983*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- GRREC, [1991], *Crise et Régulation, Recueil de textes 1983-1989*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- HATER L., [1963], « J. R. COMMONS; Conservative or Liberal? », *Western Economic Journal*, n° 1, Spring.
- KEBABDJIAN G., [1994], *L'économie mondiale. Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Editions du Seuil, Paris.
- KENNEDY P., [1988], *Naissance et Déclin des grandes puissances* (traduction de l'américain), Payot, Paris.

KONDRATIEFF N., [1992], *Les grands cycles de la conjoncture* (édition présentée par L. FONTVIEILLE), Economica, Paris, originalement publié en 1925.

LASSUDRIE-DUCHENE B., N. FABRY et K. DO HOON, [1990], « Investissements internationaux et cycles longs des balances des paiements », dans M. HUMBERT (dir.), [1990], *Investissement international et dynamique de l'économie mondiale*, Economica, Paris.

LEMBCKE J., [1991-1992], « Why 50 years? Working-Class Formation and Long Economic Cycles », *Science and Society*, Vol.55, n° 4, Winter.

LEMBCKE J., [1988], *Capitalist development and class capacities: marxist theory and union organization*, Greenwood Press, New York.

LENINE W., [1971], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales et éditions du progrès, Paris - Moscou, originalement publié en 1915.

MARX K. et F. ENGELS, [1966], *Manifeste du Parti Communiste*, Editions en Langues Etrangères, Pékin, Première édition [1848].

MARX K., [1965], Avant-propos à la Critique de l'Economie Politique, *Oeuvres*, Economie, tome 1, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, Editions Gallimard, Paris, Première édition [1859].

OLSON M., [1983], *Grandeur et décadence des nations : croissance économique, stagflation et rigidités sociales*, Bonnel, Paris.

PERROUX F., [1949], « L'effet de domination dans les relations internationales », *Hommes et techniques*, Janvier.

PERROUX F., [1990], *L'Europe sans rivages* (Nouvelle édition augmentée), PUG-Crédit Lyonnais, Grenoble, Première édition [1954].

PERROUX F., [1991], *L'Economie du xx^{ème} Siècle* (Troisième édition augmentée [1969]), P.U.G, Grenoble, Première édition [1961].

RUTERFORD M., [1983], « J. R. COMMONS' Institutionnal Economics », *Journal of Economic Issues*, vol. XVII, n° 3, Sept.

SCANDELLA L., [1998], *Le Kondratieff. Essai de théorie des cycles longs économiques et politiques*, Economica, Economie poche, Paris.

SCHMIDT C., [1993], « Cycles longs en économie et cycles de guerre », *Les cahiers de l'A.C.G.P.E*, Les mouvements longs dans l'histoire de la pensée économique, Volume 5.

TARASCIO V. J., [], « Economic and war cycles », *History of Political Economy*, Vol. 21, n° 1.

VAYRYNEN R., [1992], *Military Industrialization and Economic Development. Theory and Historical Case Studies*, UNIDIR, Genève.